

Comprendre le Labour d'Ed Miliband

Pour un dialogue renouvelé
des gauches française
et britannique

Renaud Thillaye

Comprendre le Labour d'Ed Miliband

Pour un dialogue renouvelé
des gauches française
et britannique

Renaud Thillaye

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	7
Le Royaume-Uni de David Cameron :	
faux succès, vrais échecs	11
Austérité et planche à billet	11
Une reprise spectaculaire, qui masque l'absence de stratégie de long terme	18
Une crise sociale bien réelle	21
Une société en mal de boussole	25
Le visage prometteur du Labour d'Ed Miliband	27
Une conquête du pouvoir placée sous l'angle de la rénovation idéologique	27
« Capitalisme responsable » et « pré-distribution », l'ADN du milibandisme	29
Une popularité en construction, des propositions ciblées	33
Des incertitudes et des divergences : les défis qui attendent le Labour	45

Le Labour, le PS et l'Europe :	
la possibilité d'un agenda commun	55
Le dilemme européen du Labour	57
Réorienter l'Europe à gauche : convergences et divergences	60
Une nécessaire décrispation du débat institutionnel	70
Conclusion	75

INTRODUCTION

La chronique des relations franco-britanniques est alimentée quotidiennement par un flot de préjugés tenaces. Vu de Londres, la France est un pays repoussoir, mortifère dans son attachement aux droits sociaux et à la laïcité, suspect dans sa volonté d'approfondir la construction européenne. L'afflux de jeunes Français dans la capitale britannique est brandi comme la preuve d'un pays en déclin, d'un modèle qui ne marche plus. À l'inverse, vu de Paris, le Royaume-Uni reste le cheval de Troie d'une mondialisation sans foi ni loi, dominée par la finance. On souligne volontiers les spectaculaires inégalités sociales et spatiales qui se rattachent à son dynamisme économique. On moque l'incertitude existentielle qui caractérise sa relation à l'Europe.

Renaud Thillaye est chercheur senior à Policy Network (Londres). Diplômé de Sciences Po-Paris et de la London School of Economics, il est l'auteur de plusieurs études sur la gouvernance économique et sociale européenne. Il commente régulièrement pour Policy Network l'actualité politique française.

Sincères remerciements à Roger Liddle et Axelle Lemaire, ainsi qu'à l'équipe de la Fondation Jean-Jaurès pour leurs encouragements.

Pour ne rien arranger, la proximité politique supposée ne conduit pas forcément aux convergences attendues. À la fin des années 1990, la tentative, par Tony Blair et Gerhard Schröder, de redéfinir la social-démocratie sous l'appellation « Troisième voie » fut, à quelques exceptions près, largement condamnée dans les rangs du Parti socialiste français (PS), alors au pouvoir en France. On aurait pu penser que, crise aidant, les querelles idéologiques cèdent la place à des relations plus pragmatiques. Après tout, gauches française et britannique font face aux mêmes enjeux : comment remettre les économies nationales au service du plus grand nombre et sur une trajectoire soutenable ? Comment rénover la protection sociale dans un environnement concurrentiel et des sociétés de mobilité individuelle ? En somme, comment entretenir la possibilité d'une forme de progrès social et moral à une époque où la solidarité est attaquée de toutes parts ?

Or, c'est une forme d'indifférence polie qui semble dominer entre le PS et le Labour. Certes, François Hollande

recevait Ed Miliband à l'Élysée en juillet 2012, l'occasion pour les deux leaders de souligner leurs convergences pour une réorientation européenne en faveur de la croissance et de l'emploi. Mais, de même que nombreuses voix doutent, au sein du Labour, des bienfaits de l'« expérience Hollande », de même le travail de rénovation entrepris par le leader travailliste semble passer relativement inaperçu en France. On continue, à Paris, de lire la politique britannique par le prisme d'un New Labour qui n'a rien à nous apprendre.

Cet essai vise à contrer cette indifférence, voire cette suspicion mutuelle, et à souligner tout l'intérêt qu'auraient responsables travaillistes et socialistes à instaurer un dialogue plus régulier et approfondi. Le bon score du Labour attendu lors des élections européennes et la possible victoire d'Ed Miliband aux élections de 2015 appellent à une meilleure compréhension mutuelle. La gauche française a sans doute raison de donner la priorité à la coopération avec le SPD compte tenu des enjeux importants qui touchent à l'avenir de la zone euro.

Cependant, sur un grand nombre d'autres dossiers, un rapprochement avec le Labour paraît essentiel afin de voir la stratégie de réorientation de l'Europe progresser. À supposer que la gauche se retrouve au gouvernement des « trois grands » après 2015 (en Allemagne, dans le cadre du gouvernement de coalition), elle doit à tout prix éviter la cacophonie et l'absence de résultats qui caractérisa la « vague rose » au tournant du millénaire.

L'essai commence par un bilan synthétique des trois ans et demi de coalition conservatrice-libérale, qui montre que les bons chiffres retrouvés de la croissance britannique masquent des problèmes structurels persistants. La seconde partie détaille le travail de rénovation idéologique et programmatique entrepris par Ed Miliband depuis 2010, soulignant à la fois son ambition et ses ambiguïtés. Une troisième partie est entièrement consacrée à la dimension européenne, et aux grands dossiers sur lesquels Labour et PS devront s'entendre à l'avenir afin de faire bouger les lignes au sein de l'Union européenne.

LE ROYAUME-UNI DE DAVID CAMERON : FAUX SUCCÈS, VRAIS ÉCHECS

En 2010, David Cameron arrivait au pouvoir par la petite porte. Alors qu'on leur prédisait un raz-de-marée quelques mois avant l'élection, les conservateurs réunissaient 36 % des voix contre 29 % au Labour et 23 % aux libéraux-démocrates. Ces derniers entretenaient le suspense en ouvrant des discussions avec les deux camps, pour finalement se rallier aux conservateurs. Ce faisant, ils reprenaient à leur compte la lecture particulièrement réductrice de ces derniers consistant à faire des dépenses publiques le principal bouc émissaire de la crise économique et financière.

Austérité et planche à billet

La lutte contre les déficits constitue, depuis 2010, l'alpha et l'oméga de la coalition au pouvoir. En rappelant en permanence l'état calamiteux dans lequel Gordon Brown a laissé la Grande-Bretagne en 2010, les conservateurs

savent toucher une corde sensible dans l'opinion. Malgré trois ans d'austérité, les sondages viennent régulièrement rappeler que les Britanniques accordent davantage de crédit à David Cameron et au Chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) George Osborne qu'aux « deux Ed » (Miliband et Balls, le *shadow Chancellor*) pour la gestion de l'économie¹. En 2010, George Osborne annonçait une réduction des dépenses publiques de 81 milliards de livres (100 milliards d'euros) sur la législature afin de ramener le déficit structurel à l'équilibre en 2015. L'effort budgétaire devait porter à 80 % sur les dépenses, contre 20 % d'augmentations d'impôts. En pratique, les principales mesures concernaient :

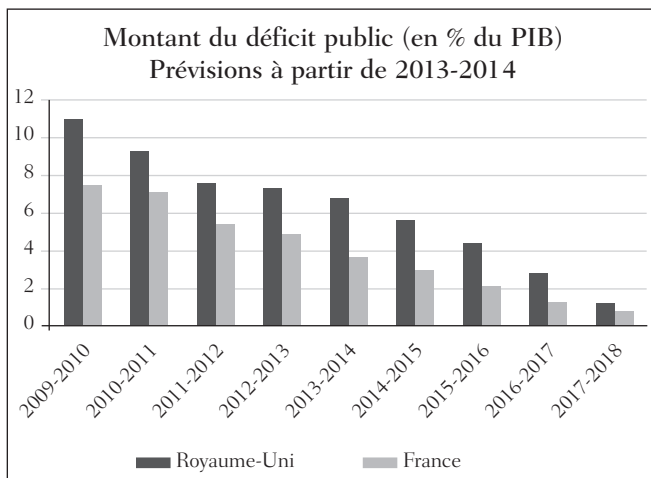
- l'augmentation de la TVA de 17,5 % à 20 % et de la taxe sur les plus-values de 18 à 28 % ; l'instauration d'une taxe permanente sur les actifs bancaires ;
- une baisse de 19 % pour les dotations des ministères centraux et de 7 % pour les prestations sociales, ainsi

qu'une forte diminution des dotations aux collectivités locales ;

- une augmentation de l'âge de la retraite à 66 ans en 2020 ;
- un gel des salaires dans la fonction publique (augmentation de 1 %, en-dessous du taux d'inflation) et une suppression d'emplois publics (estimée, selon l'Institute for Fiscal Studies, à 410 000 entre 2010 et 2013).

Dans les faits, le déficit public a bien été réduit de 11 % à 7,3 % du PIB en trois ans (cf. diagramme page suivante), mais la stratégie gouvernementale n'a pas eu les résultats escomptés en raison d'une croissance et de rentrées fiscales moins élevées que prévues. Une pause dans la réduction du déficit est notable cette année. La charge de la dette ayant augmenté, trois années supplémentaires d'efforts seront nécessaires pour atteindre l'équilibre.

¹. Voir analyse de Patrick Diamond, *Labour's economic path to power*, Policy Network, décembre 2013, p. 8-9 (en ligne sur <http://policy-network.net/publications/4537/Labours-Economic-Path-to-Power>).

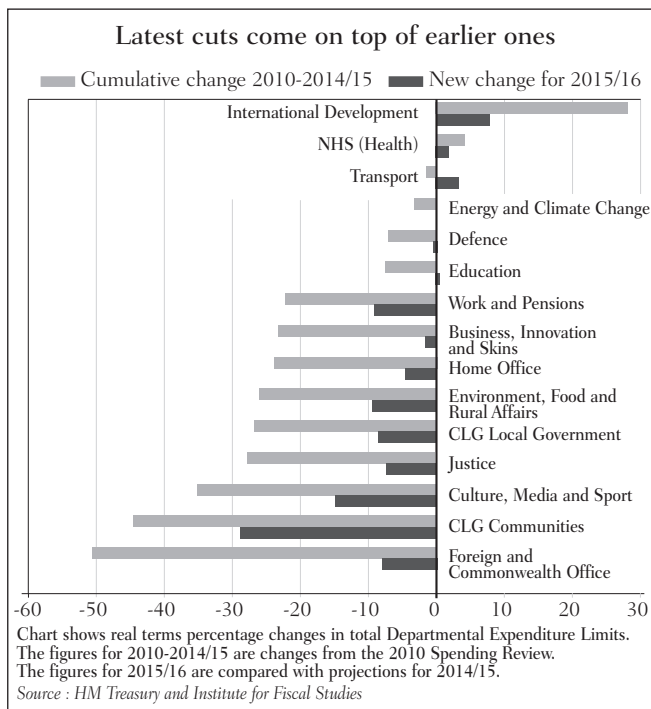


Sources : Office for Budget Responsibility (RU) ; Eurostat, Programme de stabilité 2013-2017 pour prévisions (France).

Fin 2013, le gouvernement annonçait une poursuite des coupes budgétaires, le gel des prestations sociales pour les trois années à venir (même augmentation de 1% que le salaire des fonctionnaires), ainsi que leur plafonnement à 2500 livres par foyer. L'âge de la retraite est finalement

repoussé à 67 ans à l'horizon 2026. Début janvier 2014, George Osborne proposait de nouvelles coupes dans les aides sociales, notamment dans l'aide au logement pour les jeunes et les foyers aisés. Le schéma page suivante² montre que les postes budgétaires qui souffrent le plus sont les affaires étrangères, les collectivités locales, la justice, l'intérieur, l'environnement ou encore l'innovation. La défense et l'éducation ont été affectées dans de moindres proportions. Conformément aux engagements de David Cameron, les budgets de la santé et l'aide au développement ont été maintenus pour le premier et augmenté pour le second.

2. Extrait de BBC, « George Osborne targets welfare as he warns of £25bn more cuts », 6 janvier 2014 (en ligne : www.bbc.co.uk/news/uk-politics-25617844).



classiques afin de doper l'activité économique. L'impôt sur les sociétés a notamment été baissé de 28 à 23 % entre 2010 et 2013, et le gouvernement a l'intention de le porter à 20 % en 2015. Ce sont 24 « zones d'entreprises » offrant des conditions fiscales et réglementaires privilégiées qui ont été créées. Dans le domaine social et de l'éducation, l'accent est mis sur l'initiative privée, pilier essentiel de la « Big Society » de David Cameron : l'État se retire, c'est aux entreprises et aux associations de prendre le relais.

Mais c'est surtout la politique accommodante de la Banque d'Angleterre qui a permis de remettre l'économie à flot. Le taux directeur a été maintenu à 0,5 % depuis 2009. Le nouveau gouverneur Mark Carney s'est engagé en août 2013 à ne pas l'augmenter tant que le taux de chômage ne serait pas redescendu sous la barre des 7 %, une politique qui paraît impensable pour la Banque centrale européenne³. La Banque d'Angleterre recourt de manière massive à la création monétaire (« quantitative

3. En janvier 2014, le chômage était déjà redescendu à 7,1 %, ce qui risque de contraindre la Banque centrale à relever son taux directeur dans un avenir proche.

Parallèlement à cet effort budgétaire sans précédent, le gouvernement s'est appuyé sur des recettes libérales

easing ») et maintient l'inflation au-dessus de 2 %. Depuis 2012, le mécanisme « Funding for lending », mis en place de concert avec le gouvernement, permet aux banques et aux sociétés immobilières d'accéder à 70 milliards de livres de prêts à taux réduits pour une utilisation ciblée, jusqu'à fin 2015.

Une reprise spectaculaire, qui masque l'absence de stratégie de long terme

Après plusieurs années atones, la croissance a accéléré de manière spectaculaire en 2013. Initialement de +0,6 % et de +1,8 % pour 2013 et 2014, les prévisions de l'Office for Budget Responsibility (autorité budgétaire indépendante) ont été revues à la hausse en mars 2014 : +1,8 % et +2,7 %. C'est le résultat des très bons chiffres enregistrés à partir du printemps dernier⁴. Ces résultats doivent être relativisés pour plusieurs raisons qui sont liées, et qui

4. Office for Budget Responsibility : <http://budgetresponsibility.org.uk/economic-fiscal-outlook-march-2014/>

touchent au modèle de croissance britannique. Premièrement, au troisième trimestre 2013, le volume de l'économie britannique restait de 2,5 % inférieur à celui de 2008, contre -0,3 % en France, +2,6 % en Allemagne et +0,5 % aux États-Unis. Le caractère « boom and bust » de l'économie britannique se voit ici confirmé, avec une alternance de périodes de forte croissance et de forte récession là où, dans un pays comme la France, le cycle est atténué par le poids des interventions publiques⁵.

Deuxièmement, toutes les analyses s'accordent à souligner le rôle de la consommation des ménages dans cette reprise avec, en toile de fond, la politique accommodante de la Banque d'Angleterre. Alors que les salaires réels ont régressé ces dernières années, l'augmentation continue du prix de l'immobilier (croissance à deux chiffres à Londres) montre que la reprise est tirée par le crédit, notamment à Londres. La crainte de voir le dispositif d'aide aux primo-

5. Voir analyse de Tony Dolphin, *The bittersweet recovery*, IPPR Briefing, décembre 2012 (en ligne sur : www.ippr.org/images/media/files/publication/2013/12/The-bittersweet-recovery_Dec2013_11689.pdf).

accédants « Help to Buy » alimenter une nouvelle bulle immobilière a d'ailleurs conduit la Banque d'Angleterre à retirer les prêts immobiliers du périmètre de ses prêts à taux réduits.

Troisièmement, alors que le gouvernement tablait en 2010 sur une forte croissance de l'investissement des entreprises sur la mandature, celui-ci est resté en berne. Depuis 2010, le taux d'investissement global stagne en-dessous de 15 % du PIB, soit cinq points de moins que le taux français. En l'absence de gains de productivité significatifs, la balance commerciale britannique reste déficitaire pour la trentième année consécutive, et ce malgré une forte baisse de la livre sterling en 2007-2008.

En creux, beaucoup d'économistes critiquent l'absence de stratégie de long terme, notamment le sous-investissement en matière d'infrastructures dont souffre particulièrement Londres. Pas une semaine ne passe sans que la trop faible capacité d'accueil des aéroports londoniens et l'hypothétique construction de la ligne à grande vitesse HS2

(Londres-Birmingham) ne fassent la une des médias. La commission pour la croissance de la London School of Economics recommande en particulier la mise en place d'une autorité indépendante pour les infrastructures de long terme dotée de suffisamment de moyens pour surmonter les oppositions aux projets de construction⁶.

Une crise sociale bien réelle

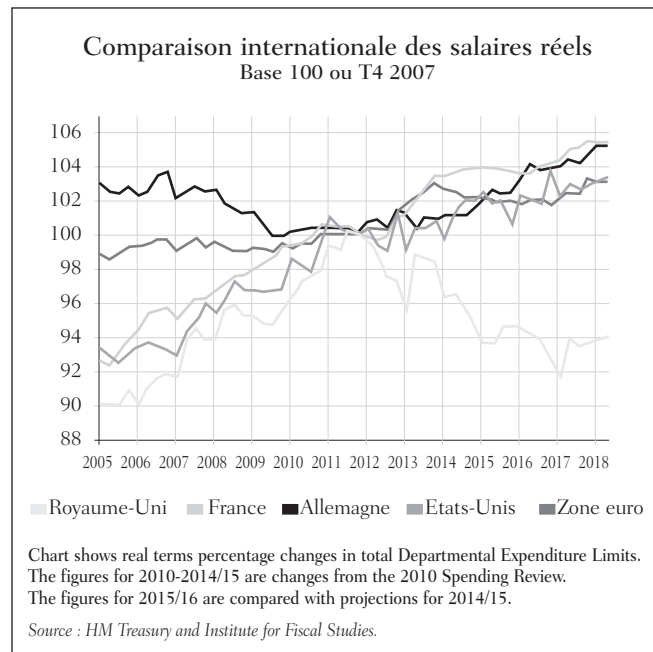
On ne peut nier que le taux de chômage a bien résisté à la crise et reste à un niveau enviable par rapport aux « standards » français. De 5,6 % en 2008, il a culminé à 8 % en 2011 avant de redescendre lentement. La flexibilité du marché du travail britannique est une réalité, comme est venue le rappeler la polémique autour des contrats « zéro heure » dont le nombre a fortement augmenté ces dernières années. Si cette flexibilité n'est pas directement contestée, ses effets pervers, comme la baisse du niveau de

6. Tim Besley, John Van Reenen, *Investing in UK prosperity: skills, infrastructure and innovation*, Vox EU, 31 janvier 2013 (en ligne sur : www.voxeu.org/article/lse-manifesto-growth).

vie et le creusement des inégalités générationnelles, deviennent de plus en plus visibles. En 2013, le salaire réel moyen était inférieur de 5,5 % à son niveau de 2010, un résultat largement dû à la combinaison du gel des salaires et prestations sociales et d'une inflation élevée⁷. Cette crise du niveau de vie met le Royaume-Uni sur le même plan que les pays du sud de la zone euro. Le nombre de personnes fréquentant les 400 banques alimentaires gérées par le Trussel Trust (sorte d'équivalent des Restos du cœur) a explosé depuis 2011⁸. La moitié des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (60 % du salaire médian) travaille, mais souvent à temps partiel et au salaire minimum.

7. John Rentoul, « Rising Disposable Income: Fact Check », *The Independent*, 16 octobre 2013 (en ligne sur : <http://blogs.independent.co.uk/2013/10/16/rising-disposable-income-fact-check/>).

8. « Biggest ever increase in UK foodbank use », *The Trussel Trust*, 24 avril 2013 (en ligne sur : www.trusselltrust.org/stats).



Source : Instituts statistiques nationaux via Insee⁹.

9. Noémie Jess, Julien Pramil, Dorian Roucher, *À la recherche de la productivité britannique perdue*, Insee, Note de conjoncture, décembre 2013 (en ligne sur : www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/d2_122013.pdf).

Si cette tendance à la baisse du niveau de vie semble épargner les retraités, elle touche en revanche de plein fouet les jeunes. Le chômage des jeunes est passé de 15 à 21 % entre 2008 et 2012, tandis que le taux de pauvreté des 18-24 ans grimpe de 18,1 % à 24,1 % (Eurostat). Les jeunes ménages font face au coût élevé de l'immobilier, notamment à Londres, et sont de plus en plus nombreux à vivre chez leurs parents ou en colocation¹⁰. Le relèvement du plafond des frais d'inscription à l'université de 6 000 à 9 000 livres décidé en 2010 est emblématique d'une politique qui n'hésite pas à prendre aux plus jeunes tout en protégeant les plus vieux. L'annonce par David Cameron, en début d'année, du maintien de l'augmentation de la retraite d'État de 2,5 % par an jusqu'en 2020 a suscité de violentes critiques contre ce qui apparaît comme une ficelle électorale un peu grosse.

10. Graeme Cooke, Jenny Pennington, *The social impact of housing: young people and across generations*, IPPR (en ligne sur : www.ippr.org/research-project/44/9573/the-social-impact-of-housing-young-people-and-across-generations).

Une société en mal de boussole

Depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, les médias britanniques ne manquent pas de vanter la fiscalité avantageuse et le dynamisme de l'économie britannique par contraste avec une France supposée en décrochage. Or, une analyse de long terme et détaillée des tendances économiques et sociales conduit à relativiser les différences. Comme l'écrivait Howard Davies fin décembre 2013, les deux pays ont bien plus en commun que l'on ne veut bien le dire¹¹. Comme les Français, les Britanniques s'inquiètent pour leur avenir collectif, comme en témoigne l'émergence des questions identitaires depuis la crise.

L'historien David Runciman dresse un diagnostic particulièrement préoccupant¹². Selon lui, le Royaume-Uni traverse une crise systémique qui touche toutes les

11. Howard Davies, « UK and France: more in common than they dare admit », *Financial Times*, 31 décembre 2013 (en ligne sur : <http://blogs.ft.com/the-a-list/2013/12/31/britain-and-france-more-in-common-than-they-dare-admit/#axzz2s4bruEq5>).

12. David Runciman, « The crisis of British democracy: Back to the '70s or stuck in the present? », *Juncture*, IPPR, 6 décembre 2013 (en ligne sur : www.ippr.org/juncture/171/11631/the-crisis-of-british-democracy-back-to-the-70s-or-stuck-in-the-present).

institutions : le parlement (après le scandale des dépenses de 2009), la finance (scandale des bonus et des manipulations du LIBOR), les médias (écoutes de *News of the World* révélées en 2011), la police (après les émeutes de 2011, qui ont mis en évidence les tensions toujours vives avec les minorités ethniques), la BBC (révélations sur les violences sexuelles à répétition de la part de l'ancien présentateur vedette Jimmy Saville) ou encore les services secrets (largement complices du programme de surveillance de la NSA).

Pour David Runciman, cette série de scandales témoigne du sentiment d'impunité qui s'est emparé des élites dans les années 2000. L'auteur doute cependant de la capacité des responsables politiques à prendre les mesures de rupture qui s'imposent. Changer de modèle économique et moraliser le capitalisme, c'est pourtant l'ambition affichée par le leader du Labour Party Ed Miliband. On ne peut nier qu'un travail de fond a été entrepris depuis 2010 par le Labour, et ces efforts méritent d'être mieux connus en France.

LE VISAGE PROMETTEUR DU LABOUR D'ED MILIBAND

Une conquête du pouvoir placée sous l'angle de la rénovation idéologique

Ed Miliband a accédé à la tête du Labour en octobre 2010, après la défaite de Gordon Brown aux élections législatives du mois de juin précédent et une lutte fratricide inédite. Son frère, David, ancien ministre des Affaires étrangères et favori du grand public, a sans doute fait l'erreur d'assumer davantage une forme de continuité avec les années Blair-Brown, alors que la campagne d'Ed était clairement placée sous le sceau du changement à gauche. Le soutien de trois des quatre centrales syndicales, qui détiennent un nombre de voix significatif dans le système électoral du Labour, s'est révélé décisif, même si le résultat final était extrêmement serré (51 % contre 49 % des voix au quatrième tour de scrutin, après l'élimination des autres candidats).

Moins connu du grand public que son frère, et suspecté de vouloir ramener le Labour en arrière, Ed Miliband

faisait face à un véritable casse-tête : comment renouveler le discours du Labour tout en ne perdant pas le soutien essentiel des classes moyennes qui avaient permis à Tony Blair de remporter trois élections consécutives ? Son premier discours en tant que leader, à la conférence de Manchester de 2010, donnait le ton d'une forme de synthèse dont il ne s'est jamais départi depuis. D'un côté, on devait continuer à s'inspirer du New Labour dans sa capacité à remettre en cause les idées reçues et à incarner un réformisme radical et de conviction. Ed Miliband rappelait à cette occasion les vrais succès des années Blair-Brown, trop souvent oubliés : l'instauration d'un salaire minimum, un chômage au plus bas, une baisse significative de la pauvreté infantile et de la criminalité, la « dévolution » aux parlements écossais et gallois ainsi que la paix en Irlande du Nord. Au grand dam des conservateurs, le Royaume-Uni a adhéré au volet social du traité de Maastricht. Les services publics, notamment l'éducation, ont été remobilisés avec des résultats probants.

D'un autre côté, il admettait que le New Labour avait perdu progressivement de sa vigueur et qu'il était responsable

d'échecs majeurs : la finance dérégulée, un certain laxisme migratoire, une forte crise de confiance envers la politique, sans parler du désastre irakien. La crise financière venait rappeler que la Grande-Bretagne restait une économie fortement marquée par l'emprise de la finance. Le radicalisme initial du New Labour devait donc être retrouvé, mais bien pour réformer plus en profondeur la société britannique, à rebours d'un libéralisme économique et culturel excessifs.

**« *Capitalisme responsable* » et « *pré-distribution* »,
l'ADN du milibandisme**

Après plus de trois ans de leadership, nul doute qu'Ed Miliband a réussi à susciter un débat sur le modèle économique britannique. Sa vision d'un « capitalisme responsable » a été développée dans une série de discours et d'articles à partir de 2011¹³. Le point de départ est le

13. L'analyse qui suit s'appuie notamment sur Ed Milliband, « Building a responsible capitalism », *Juncture*, IPPR, 25 mai 2012 (en ligne sur : www.ippr.org/juncture/171/9200/building-a-responsible-capitalism).

constat que toutes les leçons n'ont pas été tirées de la crise financière, et que la crise du niveau de vie que connaît le Royaume-Uni n'en est que la prolongation. La place démesurée de la finance et le court-termisme actionnarial ont conduit au creusement des inégalités par l'exigence de profits rapides et la flexibilité du marché du travail. Elles ont aussi abouti aux prises de risques excessives qui ont déclenché la crise des *subprimes*. En cela, Ed Miliband s'attaque directement au consensus idéologique en faveur de la dérégulation qui a dominé les économies occidentales depuis les années 1970 jusqu'à la crise de 2008.

Ed Miliband propose un modèle plus stable et plus soutenable, un capitalisme « moins prédateur et plus productif » directement inspiré du modèle allemand. Cela nécessite d'élargir la base industrielle de la Grande-Bretagne afin de rendre la croissance moins dépendante de la City. De nouvelles régulations et institutions doivent inciter les entreprises à adopter des stratégies de long terme et à contrer les effets pervers d'un marché du travail ultra-flexible générateur d'emplois sous-qualifiés, précaires et

sous-payés. Le leader travailliste reconnaît que cette ambition se heurte aux contraintes puissantes que constituent la compétition mondiale et le poids de la dette britannique. C'est pourquoi l'Etat doit impérativement trouver des moyens neutres sur le plan budgétaire pour corriger les imperfections du marché. Cela passe par exemple par des garanties bancaires pour les petites et moyennes entreprises (PME), une réforme de la gouvernance d'entreprise et, de manière générale, des mesures de régulation davantage que de dépense publique.

On voit ici s'opérer un renversement significatif par rapport au New Labour. À l'exception notable du salaire minimum, Tony Blair et Gordon Brown cherchaient à redistribuer les fruits d'une croissance obtenue à partir d'une politique de dérégulation qui n'avait rien à envier à celle de Margaret Thatcher. Comme le disait l'adage en vogue lors des années Clinton-Blair, *a rising tide lifts all boats*¹⁴, d'où une certaine tolérance vis-à-vis des prises de risques et rémunérations

14. « La marée montante élève tous les bateaux ».

excessives dans la finance. Cette vision prenait racine dans la théorie de la justice de John Rawls, selon laquelle les inégalités peuvent se justifier si elles sont bénéfiques à ceux qui se trouvent en bas de l'échelle.

Par contraste, le terme de *predistribution* est souvent utilisé pour caractériser la vision de Ed Miliband¹⁵. Il ne s'agit plus de laisser les marchés travailler pour redistribuer ensuite, mais bien de modifier les règles du jeu en amont. Le leader travailliste s'inspire de penseurs comme le philosophe américain Michael Sandel, critique à l'égard du glissement de l'économie à la société de marché¹⁶, ou encore des universitaires britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett, auteurs d'une étude remarquée sur le caractère destructeur des inégalités¹⁷. En quête d'un nouveau modèle pour le Royaume-Uni, il s'appuie également sur les

15. Concept popularisé par le professeur de sciences politiques américain Jacob Hacker. Cf. Jacob Hacker, *The institutional foundations of middle-class democracy*, Policy Network, 6 mai 2011 (en ligne sur : www.policy-network.net/pno_detail.aspx?ID=3998&title=The+institutional+foundations+of+middle-class+democracy).

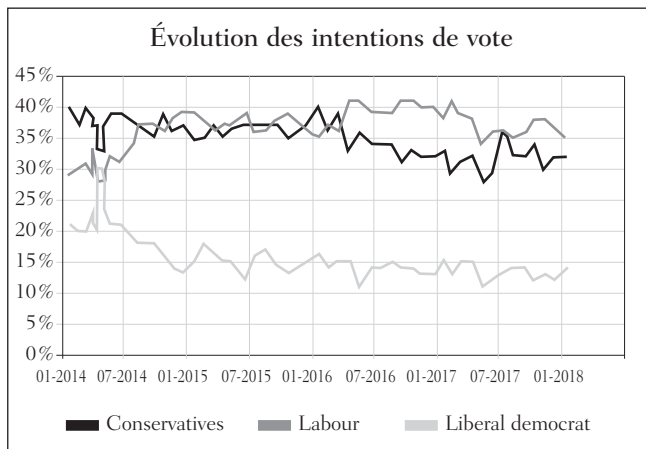
16. Michael J. Sandell, *What money can't buy, The moral limits of markets*, Penguin, 2013 (première parution en 2012).

17. Richard G. Wilkinson, Kate Pickett, *The spirit level, why equality is better for everyone*, Penguin, 2010.

économistes adeptes de la théorie des « variétés du capitalisme » pour lesquels les systèmes « coordonnés » (comme l'Allemagne et les pays scandinaves) offrent de meilleurs résultats en matière de justice sociale que les modèles libéraux anglo-saxons.

Une popularité en construction, des propositions ciblées

À deux ans des élections générales de 2015, rien n'est acquis pour le Parti travailliste, malgré l'impopularité du gouvernement de coalition. Les sondages montrent une popularité stagnante pour Ed Miliband, en tout cas l'absence d'une percée suffisante pour espérer l'emporter nettement en 2015.



Source : *The Guardian* / ICM¹⁸.

D'un point de vue historique, les chiffres laissent peu d'espoir. Comme l'analysait Peter Kellner fin 2012, toute victoire d'un parti d'opposition depuis 1945 a été précédée d'un « pic » d'avance dans les intentions de vote d'au moins 20 points¹⁹. C'était par exemple le cas en 1994 pour le

Labour, avec un avantage de 40 points, ou pour les conservateurs en 2008 avec 26 points d'avance. Or, en stagnant sous les 10 points depuis 2010, il manque clairement au Labour la dynamique nécessaire. Une hypothèse de plus en plus évoquée est celle d'une coalition Labour/libéraux-démocrates, ce qui supposerait que le parti de Nick Clegg en vienne à se désolidariser de David Cameron. Pourtant, comme en 2010, il est probable que la composition des alliances n'intervienne qu'après les élections.

Par ailleurs, le retour de la croissance constitue un argument de taille pour le gouvernement de coalition, d'autant que les responsables du Labour n'ont cessé, pendant les trois premières années du mandat, de dénoncer des coupes budgétaires excessives. Il devient de plus en plus difficile, voire dangereux pour le Labour d'axer sa future campagne sur le rejet de l'austérité. Les récentes annonces du gouvernement (comme l'augmentation du salaire minimum au-dessus du taux d'inflation en 2014 et 2015) montrent un réel desserrement de l'étau sur les ménages.

18. www.theguardian.com/news/datablog/2009/oct/21/icm-poll-data-labour-conservatives

19. Peter Kellner, « Path to power », *Progress Magazine*, 30 septembre 2012 (en ligne sur : www.progressonline.org.uk/2012/09/30/path-to-power/).

Ces difficultés d'opinion n'ont pas empêché Ed Miliband de réaliser quelques coups médiatiques et annonces qui ont assis son autorité et permis de détailler sa vision.

La moralisation des médias et de la vie publique

En 2011, Ed Miliband se fit remarquer par sa fermeté sur la nécessité de mieux réguler les pratiques de la presse suite au scandale des écoutes de *News of the World*²⁰. Il fut le premier à proposer une motion demandant à la famille Murdoch de renoncer à l'achat de BSkyB, un bouquet de chaînes de télévision par satellite. David Cameron fut contraint de faire voter la motion et de mettre en place une commission de réflexion pour la régulation de la presse. Ed Miliband prenait ainsi le risque de s'aliéner un type de presse dont le soutien est considéré comme crucial pour l'emporter aux élections (comme en témoigne le soutien du

20. Le tabloïd appartenant à *News Corp*, le groupe de Rupert Murdoch, a été contraint de fermer en 2011 à la suite de révélations sur les écoutes téléphoniques de grande ampleur qu'il a pratiquées en direction de la famille royale, de stars comme des familles des victimes des attentats de Londres en 2005.

Sun à Tony Blair en 1997). L'initiative fut saluée par l'opinion publique.

La tension avec la presse conservatrice a resurgi en 2013 quand le *Daily Mail* décrivit le père du leader travailliste, Ralph Miliband, comme un homme qui « détestait » la Grande-Bretagne. Le journal s'appuyait sur des écrits précoces de Miliband père, juif polonais arrivé en Angleterre peu avant la Seconde Guerre mondiale, et qui embrassa par la suite une carrière d'intellectuel marxiste. La controverse fut l'occasion pour Ed Miliband de préciser sa vision d'une Grande-Bretagne ouverte, où la presse se doit d'observer un minimum de décence²¹. Il fut soutenu par tous les grands leaders politiques de droite comme de gauche.

Mesures de soutien aux ménages

C'est surtout en insistant sur les mesures en faveur du pouvoir d'achat et des conditions de vie qu'Ed Miliband tente

21. Ed Miliband, « Why my father loved Britain », *Daily Mail*, 1^{er} octobre 2013 (en ligne sur : www.dailymail.co.uk/debate/article-2439593/Why-father-loved-Britain-Ed-Miliband.html).

de séduire les classes moyennes en proie au déclassement (*squeezed middle*). Le Labour propose tout d'abord de sanctionner plus durement les entreprises qui ne respectent pas le niveau du salaire minimum. Les amendes prévues aujourd'hui ne font pas suffisamment d'effet.

Par ailleurs, le soutien au *living wage* (que l'on peut traduire par « salaire décent ») est une composante essentielle du discours travailliste. Le *living wage* est un indicateur créé sur initiative citoyenne il y a une dizaine d'années à Londres²². Plus élevé que le salaire minimum, il est indexé sur le coût de la vie. Des campagnes nationales ont récemment incité une vingtaine de collectivités locales et une centaine de grandes entreprises à l'appliquer de manière volontaire. Alors que le salaire minimum est de 6,31 livres (7,66 euros) au niveau national, le *living wage* est fixé à 7,65 livres (9,28 euros) au niveau national et à 8,80 livres (10,68 euros) à Londres. En 2013, cinq millions de personnes étaient payées sous le niveau du *living wage*.

22. Cf. le site internet de la Living Wage Foundation (www.livingwage.org.uk/home).

Ed Miliband promet notamment un rabais fiscal en 2016 aux entreprises qui l'adopteraient.

Le gel des tarifs de l'énergie annoncé en septembre 2013 a également marqué les esprits. Ce gel doit entrer en vigueur au lendemain de l'élection de 2015, durer vingt mois et générer en moyenne 120 livres (145 euros) d'économies par ménage. Entretemps, le régulateur de l'énergie sera réformé afin de mieux encadrer les hausses de tarif injustifiées et de donner plus de visibilité aux entreprises du secteur énergétique. Cette proposition a été immédiatement attaquée par la droite et les grands groupes énergétiques, mais elle bénéficie du soutien de deux tiers des Britanniques.

Le Labour est particulièrement présent sur le terrain de la garde d'enfants (*childcare*), sujet sensible au Royaume-Uni en l'absence d'un réseau de crèches et d'écoles maternelles publiques aussi étoffé qu'en France. Ed Miliband s'est engagé à augmenter de 15 à 25 le nombre d'heures de garde gratuites pour les enfants de trois et quatre ans dont

les deux parents travaillent. À long terme, la création d'un service universel est envisagée.

Enfin, le logement constitue un autre secteur significativement investi par le Labour depuis 2010. Alors que la pénurie de logements pour les foyers modestes est criante, Ed Miliband propose de construire 200 000 logements par an d'ici 2020. Pour ce faire, il envisage de donner aux conseils municipaux la permission d'acheter des terrains dans des localités voisines afin de les mettre à la disposition des constructeurs. Les autorités publiques auraient également la possibilité de récupérer un terrain s'il restait inutilisé.

Régulation des marchés et fiscalité

Au-delà des mesures de soutien au pouvoir d'achat, le Labour propose une ambitieuse politique de l'offre de long terme. Dans son message de vœux pour 2014, comme dans son discours sur la régulation bancaire de janvier dernier, Ed Miliband annonçait des réformes en profondeur pour une « nouvelle économie ». Dans le secteur de la finance,

Ed Miliband s'est distingué récemment par une défense symbolique mais non moins vigoureuse de la nouvelle régulation européenne encadrant les bonus. Il a notamment accusé le gouvernement de complaisance vis-à-vis de la Royal Bank of Scotland (RBS), nationalisée depuis la crise financière et dont le conseil d'administration demandait la possibilité de verser des bonus deux fois supérieurs au montant des salaires.

Plus fondamentalement, le leader travailliste propose de « casser » la concentration du secteur bancaire afin de stimuler la compétition et d'éviter que les banques ne fassent prendre des risques excessifs aux contribuables. Le développement de banques régionales qui soutiendraient l'activité en dehors de Londres, sur le modèle des *Landesbanken* allemandes, reste l'objectif ultime.

Le Labour propose par ailleurs de stopper la baisse de l'impôt sur les sociétés initiée par David Cameron et de se concentrer sur des baisses de charges pour les PME. Sous la houlette de Chuka Umunna, figure montante au sein du

« cabinet fantôme », le parti a réussi à opérer un repositionnement en faveur des petites entreprises. Le député suggère d'instaurer un *Small Business Saturday* afin d'inciter les consommateurs à faire leurs courses dans les petites surfaces un samedi par an, une idée qui a fait ses preuves aux Etats-Unis²³.

Lutter contre le chômage des jeunes et la précarité

Ed Miliband cherche à reconquérir l'électorat jeune, clairement tenté par les libéraux-démocrates en 2010. Mais il tente également d'éviter l'écueil d'un discours qui serait perçu comme trop onéreux et généreux en direction des publics fragiles. Dans un contexte où les Britanniques, à l'image de l'ensemble des Européens, durcissent leur attitude par rapport à « l'assistanat »²⁴, le Labour ne compte pas fondamentalement revenir sur la logique d'activation qui fut l'une des marques de fabrique du blairisme.

23. « Labour calls for "Small Business Saturday" to boost small independent local businesses – Umunna », Labour Party, 2 janvier 2013 (en ligne sur : www.labour.org.uk/labour-calls-for-small-business-saturday,2013-01-02).

24. Voir l'étude de Patrick Diamond et Guy Lodge, *European Welfare States after the crisis*, Policy Network, 28 janvier 2013 (en ligne sur : www.policy-network.net/publications_detail.aspx?ID=4320).

Pour lutter contre le chômage des jeunes, le Labour évoque l'objectif de créer 125 000 postes d'apprentis sur les cinq ans du mandat 2015-2020. Ed Miliband souhaite notamment imposer aux entreprises recrutant un travailleur étranger (hors Union européenne) de créer un poste d'apprenti pour un jeune Britannique. Cette proposition est vivement critiquée dans les milieux d'affaires, mais elle touche une corde sensible au sein d'un électorat populaire ayant le sentiment d'une concurrence trop déséquilibrée entre travailleurs britanniques et étrangers. Rachel Reeves, responsable du travail au sein du « cabinet fantôme », propose par ailleurs d'insérer des clauses en faveur de l'apprentissage au sein des marchés publics²⁵.

Dans un discours récent particulièrement remarqué sur la protection sociale²⁶, la *shadow minister* annonçait par ailleurs que le Labour était prêt à mettre en place une

25. Rachel Reeves, *Lessons learned: Building a new economy*, Fabian Society, 8 octobre 2013 (en ligne sur : www.fabians.org.uk/lessons-learned-building-a-new-economy/).

26. « Rachel Reeves's speech on social security: full text », *New Statesman*, 20 janvier 2014 (en ligne sur : www.newstatesman.com/politics/2014/01/rachel-reeves-speech-social-security-full-text).

« garantie jeunesse » à l'image des dispositifs expérimentés dans d'autres pays européens sous l'impulsion de la gauche. Toute personne de moins de 25 ans ayant été au chômage pendant un an se verrait proposer un emploi d'au moins 25 heures par semaine au salaire minimum, ainsi que 10 heures de formation. Le schéma serait financé par des leviers fiscaux sur les bonus bancaires et les hautes retraites.

Autre mesure phare, les demandeurs d'indemnisation chômage passeraient systématiquement un test en lecture, écriture et calcul. Ceux qui n'attendraient pas un niveau minimum verraient le versement de leurs indemnités conditionné au suivi de cours de mise à niveau. Cette proposition reflète bien l'état d'esprit dominant au Labour aujourd'hui, à savoir que le système de protection sociale universelle britannique doit être plus exigeant envers ses bénéficiaires en l'absence de mécanisme contributif rattaché à l'emploi comme dans les systèmes français ou allemands.

Des incertitudes et des divergences : les défis qui attendent le Labour

Le Labour construit donc petit à petit son offre politique. Les propositions mentionnées ci-dessus donnent néanmoins à voir, en creux, les sujets sur lesquels le parti est moins à l'aise. En toile de fond, des divergences tenaces persistent au sein de la gauche britannique, qu'il sera difficile de réconcilier en 2015.

Stratégie budgétaire : arrêter les coupes, ou faire mieux avec moins ?

La question des finances publiques est particulièrement épineuse. Les prévisions de l'Office for Budget Responsibility montrent que les efforts devront se poursuivre tout au long du prochain mandat si le Royaume-Uni veut espérer revenir à l'équilibre en 2020. Ed Miliband et Ed Balls l'ont bien compris et insistent désormais sur la nécessité de la rigueur. Mais deux tendances s'affrontent au sein de la gauche. En décembre 2011, Policy Network publiait un pamphlet intitulé *In the Black Labour*, qui

appelait le Parti travailliste à davantage de clarté budgétaire et à privilégier plus clairement l'investissement sur les dépenses de fonctionnement. Le rapport partait du constat que les électeurs n'étaient pas prêts à voter pour un Labour annonçant une relance keynésienne. Il fut durement attaqué à la gauche du Labour, notamment au sein du mouvement Labour Uncut.

De la même façon, un rapport de prospective budgétaire publié par la Fabian Society en octobre 2013 donnait le ton sur les défis du prochain mandat²⁷. Trois scénarios étaient envisagés pour 2016-2018 : soit maintenir la trajectoire d'ajustement budgétaire de la coalition, soit viser 1 % ou 2 % de dépenses supplémentaires. Le scénario intermédiaire (+1 %, soit 20 milliards de livres supplémentaires) permettrait de diminuer la dépense publique de 43 à 41 % du PIB tout en augmentant l'investissement, en limitant les coupes ministérielles (stoppées dans l'éducation, l'éco-

27. 2030 VISION, *The final report of the Fabian Commission on Future Spending Choices*, Fabian Society, 2013 (en ligne sur : www.fabians.org.uk/publications/2030-vision/).

nomie, la santé) et en durcissant légèrement les conditions de ressources donnant accès aux prestations sociales.

Reste que la façon dont les coupes budgétaires seront poursuivies n'est pas arrêtée. Ed Balls annonçait en janvier dernier le rétablissement du taux marginal d'imposition sur le revenu à 50 % au-delà de 150 000 livres de revenus annuels, risquant ainsi de perturber l'image d'un Labour qui a tourné la page du *tax and spend* (prélever et dépenser) auquel la gauche est traditionnellement associée. Par ailleurs, une question sous-jacente et non moins stratégique est l'articulation entre le ministère des Finances (*Treasury*) et le ministère de l'Économie (BIS, *Department for Business, Innovation and Skills*). Comme *The Economist* le soulignait en décembre dernier, si Ed Miliband est sérieux avec ses projets de réformes économiques, il aura besoin d'un pôle économique qui tienne tête au Trésor²⁸. Beaucoup d'ambitions de réformes ont

28. « Departmental determinism », *The Economist*, 1^{er} janvier 2014 (en ligne sur : www.economist.com/blogs/blightly/2014/01/labours-economic-plans).

échoué par le passé en raison de la domination des questions budgétaires.

Protection ou réforme des services publics ?

En matière de santé et d'éducation, le Labour est pour l'heure peu audible. En principe défenseur du service public, il ne peut ignorer les demandes de la classe moyenne allant dans le sens d'une offre plus large et plus flexible. C'était le sens du « deal » initié sous le leadership de Blair et Brown : davantage de moyens contre davantage de résultats et de responsabilisation. Ainsi, les *free schools* introduites par la coalition, écoles d'initiative parentale, semblent rencontrer du succès²⁹ et ont conduit les dirigeants travaillistes à ajuster leur critique initiale. Tristram Hunt, le nouveau *shadow minister* en charge des questions d'éducation, a promis que le Labour soutiendrait les initiatives tout en laissant entendre qu'un contrôle accru de la qualité de l'enseignement était nécessaire.

Concernant le NHS (National Health Service, système de santé public et gratuit), Ed Miliband a dit à plusieurs reprises vouloir annuler la réforme de 2012 (*Health and Social Care Act*) qui conduit à responsabiliser davantage les médecins généralistes au plan local et à introduire une dose de concurrence entre opérateurs publics et privés. Le leader travailliste fait le pari que cette réforme est profondément impopulaire et qu'elle ne permettra pas d'amélioration notable. Cependant, il ne propose pas de solution claire aux carences budgétaires de plus en plus criantes qui nuisent à la qualité du service.

Immigration : jusqu'à quel point faire marche arrière ?

Sur l'immigration, le Labour est également extrêmement prudent. Beaucoup accusent le gouvernement Blair-Brown d'avoir ouvert trop généreusement les vannes, notamment en provenance d'Europe centrale après l'élargissement de 2004. Le solde migratoire annuel du Royaume-Uni stagnait autour de +50 000 jusqu'en 1997 ; à partir de 2004, il se situait entre +200 000 et

29. On en compte 170 depuis la première ouverture en 2011 : www.bbc.co.uk/news/education-24510283

+250 000³⁰. Faute d'avoir imposé les mesures transitoires prises par la plupart des Etats membres à l'Ouest de l'Union européenne, le Royaume-Uni a connu un afflux particulièrement important de travailleurs est-européens³¹. À titre d'exemple, la communauté polonaise a vu sa population passer de 60 000 à 500 000 personnes entre 2001 et 2010.

De nombreuses études viennent régulièrement rappeler que ces travailleurs apportent un bénéfice net à l'économie britannique et pèsent moins, en proportion, sur les dépenses sociales que les Britanniques eux-mêmes. Mais la crise économique et la montée du UKIP (UK Independence Party) ont eu raison d'un discours trop « ouvert ». Or, sur ce terrain, les conservateurs sont clairement à l'initiative. L'approche de la levée des restrictions

30. Tejvan Pettinger, « Impact of Immigration on UK Economy », *Economics.help*, 6 novembre 2013 (en ligne sur : www.economicshelp.org/blog/6399/economics/impact-of-immigration-on-uk-economy/).

31. En 2011, le solde migratoire net cumulé en provenance de huit pays ayant rejoint l'Union en 2004 était de l'ordre de 400 000 personnes d'après les statistiques du *Migration Observatory* d'Oxford (en ligne sur : www.migrationobservatory.ox.ac.uk/briefings/migration-flows-a8-and-other-eu-migrants-and-uk/).

imposées aux travailleurs roumains et bulgares le 1^{er} janvier 2014 fut l'occasion, pour David Cameron, d'annoncer un durcissement de l'accès aux aides sociales pour les travailleurs migrants ne justifiant pas d'un emploi. Le Premier ministre demande également une remise en cause du principe de libre circulation des personnes en cas de nouvelle accession à l'Union européenne de façon à éviter de trop forts mouvements de population entre pays de niveaux de vie hétérogènes.

La réaction du Labour est pour le moins ambiguë. D'un côté, Ed Miliband dit comprendre les préoccupations des travailleurs britanniques et promet des sanctions plus sévères en cas de non-respect du droit du travail par les employeurs. Il propose notamment de revoir la transposition de la directive européenne sur le travail intérimaire, dont trop d'entreprises britanniques profitent pour faire venir une main-d'œuvre payée en-dessous du salaire minimum. D'un autre côté, il semble emboîter le pas de David Cameron dans sa rhétorique anti-migratoire. Dans un récent discours à la London Business School, le leader

travailleuse proposait de prolonger les périodes transitoires en cas de nouvelle accession à l'Union européenne ; les migrants communautaires ne devraient pas toucher d'allocations familiales (*child benefits*) quand leurs enfants vivent à l'étranger ; l'expulsion de migrants communautaires ayant enfreint la loi devrait être rendue possible dans le cadre des traités européens³².

En toile de fond, un clivage idéologique traverse le Labour et les intellectuels de gauche sur ce que doit être l'identité britannique au XXI^e siècle. A l'image de (feu) la Gauche populaire en France, les responsables politiques réunis au sein du Blue Labour (notamment Maurice Glasman et Jon Cruddas) tentent d'articuler conservatisme social et orientations économiques clairement à gauche, dans l'espoir de reconquérir les quatre millions d'électeurs populaires perdus entre 1997 et 2010. Cela passe par une attitude plus hostile à l'immigration. David Goodhart, figure intellec-

32. « Ed Miliband's speech on Europe: full text », *The Spectator*, 12 mars 2014 (en ligne sur : <http://blogs.spectator.co.uk/the-spectator/2014/03/ed-milibands-speech-on-europe-full-text/>).

tuelle et médiatique de gauche, enfonçait le clou en 2013 en publiant *The British Dream*, une charge contre les retombées négatives de l'immigration sur l'emploi et le vivre-ensemble au Royaume-Uni³³.

Cette approche a un impact certain sur le Labour aujourd'hui, mais elle est également combattue. L'historien David Runciman a signé l'une des critiques du Blue Labour les plus virulentes, en dénonçant l'illusion du retour à des communautés locales soudées et protectrices à une époque de mobilité et d'individualisme³⁴. Plus à gauche, le think tank Compass défend un égalitarisme davantage ouvert à la diversité culturelle et plus internationaliste. Ed Miliband lui-même tente de se poser en rassembleur autour du slogan *One Nation Britain*, censé traduire la solidarité quasi-républicaine unissant les différentes composantes de la Grande-Bretagne.

33. David Edgar, « The British Dream by David Goodhart – review », *The Guardian*, 3 avril 2013 (en ligne sur : www.theguardian.com/books/2013/apr/03/british-dream-david-goodhart-review).

34. David Runciman, « Socialism in One County », *London Review of Books*, juillet 2011 (en ligne sur : <http://www.lrb.co.uk/v33/n15/david-runciman/socialism-in-one-county>).

On le voit donc, le Labour d'Ed Miliband propose incontestablement une nouvelle vision par rapport au New Labour des années Blair-Brown. Les propositions faites jusqu'ici montrent qu'un rapprochement idéologique et programmatique avec les gauches « continentales » est à l'œuvre, dans un contexte où les contraintes sont nombreuses et appellent des réponses inventives. Le PS pourrait s'inspirer de certaines de ces propositions. Toutefois, la capacité du Labour à convaincre un électorat britannique particulièrement sceptique reste en question sur des sujets essentiels. La dernière partie de cet essai est entièrement consacrée la question européenne, sur laquelle un travail de convergence doit être poursuivi autant que possible entre gauches française et britannique.

LE LABOUR, LE PS ET L'EUROPE : LA POSSIBILITÉ D'UN AGENDA COMMUN

On peut se demander ce que PS et Labour ont à se dire sur l'Europe quand on sait à quel point le premier doit concentrer ses efforts sur les liens avec le SPD, et compte tenu de la relative marginalisation du Royaume-Uni ces dernières années. Or, il est crucial de parler aux travaillistes pour trois raisons essentielles :

– à quelques semaines des élections européennes, les sondages créditent le Labour d'environ 30 % d'intentions de vote. S'ils réalisaient effectivement ce score, leur poids s'en verrait significativement renforcé au sein du groupe socialiste et démocrate (S&D) au Parlement européen. Un score de 35 % ferait par exemple passer leur nombre de députés de 13 à 26 (certes, au sein d'un groupe S&D élargi)³⁵ ;

35. Cf. l'analyse de Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Quels rapports de force politiques au sein du prochain Parlement européen ?*, Notre Europe, novembre 2013 (en ligne sur : <http://www.notre-europe.eu/011-17191-What-political-balance-of-power-in-the-next-European-Parliament.html>).

- contrairement aux conservateurs, qui ont fait l'erreur de sortir du groupe PPE (Parti populaire européen) et prônent une distanciation accrue vis-à-vis des pays de la zone euro, le Labour adopte une attitude relativement constructive sur la plupart des dossiers européens. Les travaillistes renoueront sans doute avec la stratégie d'influence proactive mise en place sous Tony Blair si Ed Miliband prend le pouvoir en 2015 ;
- enfin, PS et Labour font face au même défi du rejet de l'Europe. Les prévisions placent l'UKIP et le Front national au plus haut dans les intentions de vote, tous deux autour de 25 %. Les études montrent qu'une partie non négligeable des électeurs traditionnels de gauche est clairement tentée par le vote populiste. Dans ce contexte, le choix des mots et les propositions des partis progressistes sont cruciaux.

Toute volonté de réorienter l'Europe à gauche passe donc, pour le PS, par un rapprochement avec le Labour.

Le dilemme européen du Labour

Traditionnellement divisé, comme les conservateurs, sur la question européenne, le Labour n'est pas particulièrement à l'aise dans le débat lancé par David Cameron sur la place du Royaume-Uni en Europe. En janvier 2013, le Premier ministre dénonçait une Union européenne peu démocratique et peu flexible, dans laquelle les pays de la zone euro risquaient d'imposer leurs préférences aux autres. Il proposait de renégocier les traités pour mettre en place les garde-fous nécessaires et limiter le pouvoir de Bruxelles, avant la tenue d'un référendum au plus tard en 2017. Une liste plus précise de sept points à renégocier a été annoncée par David Cameron en mars 2014. Elle comprend notamment la révision des règles de mobilité des travailleurs, le renforcement du pouvoir collectif des parlements nationaux, ainsi qu'une meilleure application du principe de subsidiarité³⁶.

36. « David Cameron sets out agenda for EU reform », *The Guardian*, 16 mars 2014 (en ligne sur : www.theguardian.com/world/2014/mar/16/david-cameron-eu-reform?INTCMP=ILCNETTX13487).

Les critiques à l'égard de cette stratégie sont légion et émanent tant des milieux d'affaires que des syndicats, des universitaires ou encore des responsables politiques locaux. En lâchant du lest face aux demandes insistantes de l'aile dure du parti conservateur et en cherchant à contrer la rhétorique anti-européenne du UKIP, le Premier ministre prend le risque de faire sortir purement et simplement le Royaume-Uni de l'Union européenne. Or, toutes les études sérieuses font apparaître un bénéfice net substantiel lié à l'accès au marché unique, et les scénarios alternatifs (de type norvégien ou suisse) ne permettraient pas d'obtenir de meilleurs résultats.

Jusqu'à récemment, Ed Miliband restait relativement discret sur le sujet. Dans un discours en 2012³⁷, le leader travailliste disait comprendre l'euroscpticisme, citant pêle-mêle un budget « plus adapté aux années 1950 qu'aux enjeux du XXI^e siècle », une immigration du travail mal contrôlée ou encore l'échec de l'euro. Il prenait toute-

37. Ed Miliband, « One Nation in Europe », 19 novembre 2012 (en ligne sur www.labour.org.uk/one-nation-in-europe).

fois la défense de l'adhésion britannique, fondée sur des intérêts économiques et géostratégiques évidents, tout en appelant à une réorientation en faveur de la croissance et de l'emploi. Il proposait par exemple le basculement des crédits de la politique agricole commune (PAC) vers les infrastructures, la recherche et l'innovation, ainsi que l'assouplissement des règles en matière d'aides d'État.

Dans son récent discours sur l'Europe (cf. note 32), Ed Miliband a précisé enfin clairement son refus d'empoigner le pas de David Cameron sur la question du référendum. Ce dernier n'aura lieu qu'en cas de transfert de compétences de Londres à Bruxelles, une hypothèse jugée hautement improbable dans la mandature à venir. Ed Miliband considère que l'annonce du référendum nuit aux intérêts britanniques, faisant planer une incertitude majeure, alors qu'il n'y a pas d'évolution fondamentale de l'Union le justifiant (comme par exemple un changement de traité lié à l'intégration dans la zone euro). Cette clarification est saluée comme un acte de courage et de leadership, même si les conservateurs ne manquent pas de peindre le

Labour comme le parti avec lequel « il ne se passera rien sur l'Europe ».

Réorienter l'Europe à gauche : convergences et divergences

La prochaine mandature du Parlement européen exigera un travail de collaboration étroit entre PS et Labour. L'étude des programmes et des discours des deux partis fait apparaître de nombreuses convergences, mais aussi des points de désaccord potentiellement toxiques³⁸. Il convient de souligner les premiers et d'adopter une attitude pragmatique sur les seconds.

Convergences : lutter contre le moins-disant social et écologique

De manière générale, PS et Labour partagent avec leurs principaux partis frères (SPD allemand, PD italien, PSOE espagnol, PS et PS-A belges, parti travailliste néer-

38. L'analyse s'appuie notamment sur la convention « Europe » du PS, ainsi que sur les prises de position d'Ed Miliband ou des députés européens britanniques.

landais) la vision d'un nouveau modèle de croissance social-écologique. La transition vers ce nouveau modèle passe par deux leviers au niveau européen : la régulation et l'investissement.

On peut tout d'abord compter sur le Labour pour soutenir les efforts de régulation bancaire et financière. Tous les textes législatifs initiés après la crise financière par la Commission européenne et soumis à l'approbation du Parlement européen ont été activement soutenus par le Labour³⁹. En toile de fond, il faut comprendre que le Royaume-Uni, contrairement à une idée reçue, a souvent été plus ambitieux, ces dernières années, que la France et l'Allemagne en la matière. Le rapport de la commission Vickers, que le gouvernement a largement repris à son compte, va particulièrement loin dans ses recommandations, en appelant notamment à une séparation des banques de dépôt et d'investissement. Dans le domaine

39. Cf. la liste des initiatives dans la note de la Commission européenne, « A new financial system for Europe », 6 janvier 2014 (en ligne sur : http://ec.europa.eu/internal_market/publications/docs/financial-reform-for-growth_en.pdf).

des exigences de fonds propres (*Capital Ratio Directive* : CRD IV), les députés britanniques étaient favorables à des niveaux plus élevés. Sur l'épineuse question des bonus, le Labour a clairement voté en faveur de la limitation adoptée par l'écrasante majorité du Parlement européen en avril 2013, contrairement aux conservateurs qui se sont abstenus.

La lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales pourrait également faire l'objet d'une coopération approfondie sur la base d'intérêts communs évidents. En mai 2013, un mois avant la tenue du sommet du G8 au cours duquel une stratégie de lutte fut actée, Ed Miliband annonçait qu'il n'hésiterait pas à prendre des mesures législatives unilatérales. Ed Balls fait de la lutte contre l'optimisation (*tax avoidance*) une priorité dans le cadre de la politique de consolidation budgétaire. Compte tenu des sommes en jeu et de la perception d'injustice qui en découle, il importe que Labour et PS soient prêts à travailler activement à la mise en œuvre des mesures prises au niveau du G8 et de l'Union européenne. Un gouvernement Labour pourrait

notamment se montrer plus ouvert aux propositions françaises de convergence fiscale. En avril 2012, les députés européens Labour ont approuvé le projet de directive pour une « assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés » (ACCIS, projet bloqué au niveau du Conseil).

Le Labour partage en outre l'idée que l'approfondissement du marché intérieur ne saurait se faire au détriment des protections sociales et environnementales existant aux niveaux européen et national. En septembre 2013, là où on aurait pu s'attendre à une attitude plus partagée, les treize députés européens Labour se sont opposés à une résolution appelant à l'accélération de la mise en œuvre de la directive Services⁴⁰. Comme mentionné plus haut, Ed Miliband semble favorable à une attitude moins rigide sur les aides d'État, laissant entendre que les gouvernements peuvent légitimement s'impliquer dans la mise en œuvre de politiques industrielles nationales. Le Labour

40. « Motion for a European Parliament resolution, on the Internal Market for Services: State of Play and Next Steps », 11 septembre 2013 (en ligne sur : www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2013-0273&language=EN).

pourrait également se montrer ouvert à de nouvelles initiatives garantissant aux États et aux collectivités locales le droit de financer des « services d'intérêt général » (SIEG, traduction en droit européen de la notion de service public).

Dans la logique de ces positions prudentes en matière de régulation, le Labour devrait adopter une attitude moins triomphaliste que David Cameron quant à la négociation du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement. Souvent présenté comme une victoire britannique, le lancement des discussions pour un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne soulève de nombreuses questions sur la capacité des Européens à défendre leurs normes sociales et environnementales, leurs modes de gouvernance d'entreprises ou encore les données privées. Contrairement aux députés français, les députés européens britanniques ont voté en faveur de l'ouverture des négociations, mais ils se montrent depuis vigilants sur la question du mécanisme de résolution des disputes⁴¹. Ils pourraient

41. Question qui a conduit la Commission à suspendre les négociations en janvier 2014.

être amenés à jouer un rôle important dans la phase de finalisation compte tenu du soutien vraisemblablement nécessaire du groupe S&D pour l'adoption d'un accord.

Enfin, concernant le budget européen et, de manière plus large, la coordination des politiques économiques et budgétaires, le Labour soutient clairement l'approche de François Hollande en faveur de la croissance et de l'emploi. Un gouvernement travailliste apporterait une voix supplémentaire pour une interprétation plus souple des règles du Pacte de stabilité au sein du Conseil. Cela pourrait s'avérer précieux dans de futures discussions avec l'Allemagne si la situation ne s'améliorait pas significativement ces prochaines années. Par ailleurs, la volonté du Labour de mettre en place une « garantie jeunesse » au Royaume-Uni témoigne d'une réelle différence avec des conservateurs peu intéressés par ce type d'initiative. Les travaillistes suivraient de plus près les formes de coopération non contraignantes qui existent actuellement dans le domaine des politiques sociales.

La gauche française doit donc prendre conscience de ces convergences et travailler activement à les entretenir si elle veut utiliser le levier européen de manière plus efficace. Il lui faut néanmoins également être lucide sur les divergences existantes, et pragmatique dans leur traitement.

Divergences : spécificités britanniques... et françaises

La convention Europe adoptée par le PS en 2013 stigmatise « les conservateurs britanniques qui ne conçoivent l'Europe qu'à la carte et au rabais ». Force est de constater que le Labour n'appelle pas du tout, à l'instar du PS ou du SPD, à un approfondissement de l'intégration. Il se montre par ailleurs prudent quant à de possibles excès de régulation au niveau européen. Sur plusieurs dossiers, les députés européens britanniques se sont désolidarisés du groupe S&D, la logique nationale l'emportant sur la solidarité⁴².

42. Sur ce sujet, voir Renaud Thillaye, *UK political parties in Europe: reliable, ambiguous, reluctant and dismissive*, Policy Network, mars 2014 (en ligne sur : www.policy-network.net/publications/4616/British-Political-Parties-in-Europe).

Ce fut le cas concernant la Taxe sur les transactions financières (TFF). En juin 2012, la grande majorité des députés Labour s'abstenait lors du vote de lancement d'une coopération renforcée en la matière, bien qu'elle ne concerne pas le Royaume-Uni. En cela, ils ne s'écartaient pas du consensus outre-Manche selon lequel une TFF n'aurait de sens qu'à l'échelle mondiale. Surtout, comme les conservateurs, ils suspectent une manœuvre destinée à « faire payer » la place de Londres, autrement dit une menace pour l'économie britannique. En septembre dernier, les experts juridiques du Conseil de l'Union semblaient donner raison à ces craintes en estimant la taxe discriminatoire.

Par ailleurs, s'ils sont prêts à défendre les acquis sociaux du « Chapitre social européen », les députés travaillistes sont réservés quant à l'élargissement des droits existants⁴³. Le marché du travail britannique reste profondément moins

43. En 1997, Tony Blair normalisait la situation du Royaume-Uni en mettant fin à l'*opt-out* britannique obtenu par John Major sur le Protocole social du traité de Maastricht (intégré au traité d'Amsterdam en 1997). Le Royaume-Uni applique donc aujourd'hui une quarantaine de législations européennes dans le domaine des conditions de travail, de l'égalité hommes-femmes, des congés et de la formation.

régulé que la plupart des systèmes européens, et les employeurs se montrent particulièrement critiques à l'égard de plusieurs de ces règles. La durée légale maximum du travail fixée à 48 heures et les complications qu'elle entraîne dans le fonctionnement du NHS sert souvent à justifier les critiques des conservateurs. L'ambivalence du Labour sur le droit social européen fut visible en octobre 2010, lorsque sept députés européens travaillistes votèrent contre la proposition d'allonger de quatorze à vingt semaines la durée minimale du congé maternité⁴⁴.

Enfin, la question budgétaire reste toujours aussi épineuse entre la France et la Grande-Bretagne, trente ans après le compromis de Fontainebleau qui vit la naissance du « rabais britannique ». Le Labour se montre d'autant plus critique à l'égard de la PAC qu'il est enclin à défendre les

44. Contre seulement trois votes favorables (source : VoteWatch Europe). Il est à noter que la grande majorité des députés SPD allemands ont également voté contre. Le projet de directive fut adopté par une majorité de 327 voix contre 320, mais il fut rejeté catégoriquement par le Conseil des ministres de l'Union européenne.

autres postes de dépenses du budget européen, notamment les fonds structurels et le soutien à la recherche et l'innovation. En novembre 2013, douze députés européens travaillistes votaient contre la réforme et le financement 2014-2020 de la PAC, et un treizième s'absentait, à rebours des consignes de vote du groupe S&D. La lecture travailliste selon laquelle la PAC est une politique profondément conservatrice se voyait confortée par le fait que les députés conservateurs votaient en faveur du compromis final.

Sur ces trois grands sujets, la gauche française peut mieux faire pour éviter de réveiller les susceptibilités britanniques. L'avancement des droits sociaux doit être présenté comme une façon de créer des conditions de concurrence équitables, mais doit être suffisamment flexible pour éviter d'ajouter des charges aux PME et aux services publics. Par ailleurs, l'idée d'un nouveau compromis budgétaire diminuant les crédits de la PAC et supprimant le rabais doit être examinée.

Une nécessaire décrispation du débat institutionnel

Il importe finalement que le PS et le Labour se parlent et trouvent des voies de compromis sur l'avenir institutionnel de l'Union. Dans un contexte où les peuples au mieux se désintéressent de l'Europe, au pire en font un bouc émissaire, rien ne serait pire que d'entretenir la suspicion mutuelle et les clivages artificiels. Outre-Manche, on pense volontiers que les pays de la zone euro, notamment la France, n'ont d'autre dessein que de construire un noyau dur resserré et fermé, imposant sa loi à la périphérie. En France, on semble prendre plaisir à voir la Grande-Bretagne marginalisée, voire snobée par le « grand frère » allemand dont on veut rester le favori. Ce faisant, France et Royaume-Uni se privent d'alliances stratégiques sur les questions macroéconomiques, énergétiques ou encore de sécurité et de défense.

S'il adopte un ton plus constructif à l'égard de la zone euro, le Parti travailliste n'en appelle pas moins à un toilettage

des institutions européennes⁴⁵. Ses candidats aux élections européennes peuvent difficilement faire campagne sans critiquer les pouvoirs excessifs et non démocratiques de Bruxelles. Ils ne demandent pas la réouverture des traités (qu'ils jugent, à l'instar d'Ed Miliband, irréaliste et peu pratique), mais ils pourraient se montrer favorables à l'idée néerlandaise d'un accord politique du Conseil européen au deuxième semestre 2014 portant potentiellement sur trois sujets⁴⁶.

Le premier est la reconnaissance que l'intégration à vingt-huit n'est pas une fin en soi, et que davantage de flexibilité est nécessaire. Plutôt qu'une Europe à deux vitesses, il s'agirait de permettre à différents projets d'avancer en parallèle, autrement dit une Europe à géométrie variable qui n'est pas si éloignée de la vision plusieurs fois exprimée

45. L'analyse qui suit s'appuie notamment sur le discours prononcé par le *shadow minister* aux Affaires étrangères Douglas Alexander à la Chatham House le 17 janvier 2013 (en ligne sur : www.labour.org.uk/reform-europe-douglas-alexander-speech-chatham-house).

46. Franz Timmermans, ministre néerlandais travailliste des Affaires étrangères, a fait part à plusieurs reprises de sa volonté de voir l'Union européenne se concentrer « sur l'essentiel », cf. « Monnet's Europe needs reform to fit the 21st century », *Financial Times*, 14 novembre 2013 (en ligne sur www.ft.com/cms/s/0/346f4ff4-4c82-11e3-923d-00144feabdco.html#axzz2raegY9Kd).

par François Hollande. Dans son discours à la Chatham House en janvier 2014⁴⁷, Douglas Alexander précisait que cela pouvait signifier, pour le Royaume-Uni, coopérer davantage avec les autres États membres dans certains domaines. Aussi les perspectives d'intégration dans la zone euro pourraient-elles nécessiter de négocier des garanties anti-discrimination au cas par cas, comme ce fut le cas lors de la création du Mécanisme de supervision unique dans le cadre de l'Union bancaire⁴⁸.

Le deuxième sujet porte sur la question d'une Commission resserrée, prenant moins d'initiatives législatives et se concentrant sur une priorité : le soutien à la croissance. Il existe aujourd'hui un consensus entre la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne autour de cette question. Si une diminution du nombre de commissaires paraît exclue⁴⁹, la diminution du nombre de portefeuilles

et la nomination de binômes est possible. Le Labour plaide entre autres pour la nomination d'un commissaire en charge de la croissance (*Growth commissioner*).

Troisièmement, les parlements nationaux doivent pouvoir jouer un plus grand rôle. Le Labour ne semble toutefois pas prêt à emboîter le pas des conservateurs, qui se prononcent en faveur de la création d'un « carton rouge » (*red card*), en complément du « carton jaune » introduit par le traité de Lisbonne. Ce dernier stipule qu'un tiers des parlements nationaux peuvent demander la révision ou le retrait d'une proposition législative de la Commission au motif qu'elle ne respecte pas les principes de subsidiarité ou de proportionnalité. La procédure du « carton rouge » donnerait à une majorité simple de parlements le pouvoir de rejeter une initiative législative. Cela modifierait profondément l'équilibre institutionnel de l'Union, notamment le rôle du Parlement européen.

Le PS et le gouvernement français devraient donc se tenir prêts à donner des gages sur ces trois aspects s'ils veulent

47. Cf. note 42.

48. Un système de double majorité fut introduit au sein de l'Agence bancaire européenne de façon à ce que les pays membres de l'Union bancaire ne décident pas systématiquement pour les autres.

49. Compte tenu des concessions obtenues par l'Irlande suite au résultat négatif de son premier référendum sur le traité de Lisbonne en 2008.

faire avancer des sujets qui leur tiennent à cœur, comme la convergence fiscale ou sociale. Se contenter d'une relation exclusive avec le SPD et l'Allemagne ne saurait suffire pour modifier le rapport de force au niveau européen.

CONCLUSION

Les gauches française et britannique font face à des défis similaires et ont tout intérêt à travailler ensemble, au niveau national comme au niveau européen. D'un côté, l'action de François Hollande et de la majorité actuelle trouve beaucoup de résonance dans les débats qui animent le Labour aujourd'hui : nouvelle politique industrielle, priorité à l'éducation et à la formation, lutte contre les inégalités spatiales et générationnelles, régulation des banques et des grandes entreprises, politique migratoire équilibrée. Le Labour, qui se prépare à une possible prise de pouvoir en 2015, réfléchit activement sur tous ces sujets.

D'un autre côté, Labour et PS ouvriront un nouveau chapitre de coopération dès le mois de juin prochain, dans un Parlement européen renouvelé. Le Labour ayant de fortes chances de voir son poids conforté dans un groupe socialiste et démocratique lui-même élargi, il ne faudrait surtout pas le négliger au motif que le Royaume-Uni aura

toujours « un pied dehors » en Europe. Certes, la relation est moins chaleureuse et spontanée qu'avec le SPD, et la distance cultivée par les Britanniques, y compris au Labour, n'incite pas au rapprochement. Il y a cependant beaucoup à gagner de coopérations pragmatiques sur des sujets importants comme l'énergie, la régulation du marché unique (notamment dans le domaine de la mobilité des travailleurs), les accords commerciaux, la lutte contre l'évasion fiscale, sans parler de la politique étrangère.

Il importe donc de casser les préjugés et d'apprendre l'un de l'autre. Le deuxième semestre 2014 devrait offrir ce temps d'échanges, après l'entrée en fonction du nouveau Parlement européen, et avant le lancement de la campagne électorale britannique de 2015.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-071-7

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Achévé d'imprimer par l'imprimerie PANOPLY

MAI 2014

Renaud Thillaye

Comprendre le Labour d'Ed Miliband

Pour un dialogue renouvelé des gauches
française et britannique

Alors qu'elle est en position de force à l'approche des élections européennes et des élections législatives de 2015, la gauche britannique continue de souffrir des étiquettes « New Labour » et « Troisième voie ».

Les socialistes français font preuve, à son encontre, d'une indifférence qu'il faudrait pourtant dépasser. Selon Renaud Thillaye, chercheur à Policy Network, tendre la main au Labour permettrait finalement de soutenir l'attitude d'« engagement constructif » vis-à-vis de l'Europe qui est celle d'Ed Miliband, à rebours de la rhétorique négative développée par David Cameron.

www.jean-jaures.org
www.policy-network.net



9 782362 440717

ISBN : 978-2-36244-071-7

6 €

